



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 19 JAN. 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment, l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations renfermant des chiens soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 régissant le fonctionnement des activités de la société CHENIL DES AMARIES dans son établissement situé Route nationale 6 à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS ;

VU les rapports du 13 novembre 2014 et du 8 janvier 2015 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 25 novembre 2014 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et la réponse de l'exploitant du 5 décembre 2014 ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement exploité à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS par la société CHENIL DES AMARIES a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- certaines aires extérieures des boxes du chenil sont simplement gravillonnées, sans revêtement étanche permettant l'évacuation des eaux de pluie (articles 3 et 7 – point 7.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009),
- les déjections solides sont ramassées de façon grossière, stockées dans des gros bacs plastiques entreposés en plein air et non protégés de la pluie, puis épandues sur un terrain dont l'exploitant est propriétaire (articles 3, 7 – point 7.4 – et 18 – point 18.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 et article 21 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006),

../..

- les produits chimiques utilisés pour le nettoyage et la désinfection ainsi que pour le désherbage des allées ne sont pas entreposés dans un lieu réservé et ne sont pas stockés sur rétentions (article 23 – point 23.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 et article 23 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006),
- le réseau de collecte des eaux usées de la cuisine utilisée pour la préparation des rations pour les chiens est totalement bouché et hors d'usage (article 16 – point 16.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009),
- certains bâtiments avec aires gravillonnées ne sont pas équipés de chenaux et de ce fait, les eaux de pluie sont souillées par les déjections des animaux (article 17 – point 17.8 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 et article 11 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006),
- l'exploitant ne réalise pas tous les autocontrôles fixés par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 précité (articles 13 – point 13.1 -, 22 – points 22.3 et 22.1.2 -, 24 – point 24.2), en particulier, pour ce qui concerne les niveaux sonores, la conformité des installations électriques et des extincteurs et l'intégrité de l'enceinte grillagée de l'établissement,
- l'exploitant n'a pas mis en œuvre de plan de dératisation-désinsectisation (article 7 – point 7.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009) ;

CONSIDERANT donc que la société CHENIL DES AMARIES ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, les prescriptions de l'article 3 "Conformité aux dossiers", de l'article 7 - point 7.3 "Principes d'aménagement" - point 7.4 "Hygiène des installations", de l'article 13 - point 13.1 "Contrôles périodiques", de l'article 16 - point 16.3 "Entretien et surveillance", de l'article 17 - point 17.8 "Eaux exclusivement pluviales", de l'article 18 - point 18.4 "Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement", de l'article 22 - point 22.1.2 "Contrôle des accès et de l'intégrité de l'enceinte" - point 22.3 "Installations techniques et électriques - mise à la terre", de l'article 23 - point 23.3 "Rétentions" et de l'article 24 - point 24.2 "Entretien des moyens d'intervention de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 susvisé et les dispositions des articles 11, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 modifié précité ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, de plus, que, dans son courrier du 5 décembre 2014 susvisé, l'exploitant ne remet pas en cause les non-conformités relevées par l'inspection des installations classées et fait part des actions correctrices qu'il mettra en œuvre sans, toutefois, s'engager sur une date de réalisation des travaux ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société CHENIL DES AMARIES à respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

.../...

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société CHENIL DES AMARIES, Route nationale 6 à SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, est mise en demeure de respecter, dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 3 "Conformité aux dossiers", de l'article 7 - point 7.3 "Principes d'aménagement" - point 7.4 "Hygiène des installations", de l'article 13 - point 13.1 "Contrôles périodiques", de l'article 16 - point 16.3 "Entretien et surveillance", de l'article 17 - point 17.8 "Eaux exclusivement pluviales", de l'article 18 - point 18.4 "Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement", de l'article 22 - point 22.1.2 "Contrôle des accès et de l'intégrité de l'enceinte" - point 22.3 "Installations techniques et électriques - mise à la terre", de l'article 23 - point 23.3 "Rétentions" et de l'article 24 - point 24.2 "Entretien des moyens d'intervention de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 visé ci-dessus et les dispositions des articles 11, 21 et 23 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 modifié précité.

A cet effet l'exploitant devra :

- mettre en place dans les courettes des boxes un revêtement étanche, nettoyable et permettant l'évacuation des eaux usées, ou ne plus utiliser ces boxes,
- mettre en œuvre un système de collecte et de gestion des excréments canins adapté, et actualiser, si nécessaire, les informations fournies dans le cadre de la demande d'autorisation initiale et de la mise à jour de 2008, en particulier, pour ce qui concerne l'épandage,
- installer une zone de stockage des produits chimiques avec une rétention associée d'un volume suffisant,
- réparer le système de collecte des rejets de la cuisine ainsi que celui permettant la collecte et le rejet des eaux de toitures, et fournir les nouveaux plans pour mettre à jour le dossier d'autorisation initial,
- réaliser tous les autocontrôles imposés par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2009 susvisé, conserver les justificatifs et enregistrer ces derniers (mesure de bruit, contrôles des extincteurs, des installations électriques, de l'intégrité de l'enceinte du site,),
- rédiger et afficher un plan de nettoyage et désinfection ainsi qu'un plan de dératisation.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 19 JAN. 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
~~Le Secrétaire Général Adjoint~~

Denis BRUEL